

Chas Freeman : le projet du Grand Israël s'effondre

L'ambassadeur Chas Freeman explique comment le concept du Grand Israël touche à sa fin. L'ambassadeur Freeman a été ancien secrétaire adjoint à la Défense, ayant reçu les plus hautes distinctions du service public du Département de la Défense pour ses rôles dans la conception d'un système de sécurité européen centré sur l'OTAN après la guerre froide et dans la réouverture des relations de défense et militaires avec la Chine. Il a également été ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite pendant les opérations Bouclier du désert et Tempête du désert. Substack de Chas Freeman : <https://substack.com/@chasfreeman662157> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons aujourd'hui l'ambassadeur Chas Freeman, ancien secrétaire adjoint à la Défense des États-Unis. Merci d'être revenu dans l'émission, c'est un plaisir de vous revoir. Ce dont j'aimerais vraiment parler avec vous aujourd'hui, c'est, eh bien, l'avenir du projet du Grand Israël. Un projet que, semble-t-il, beaucoup de responsables au sein du gouvernement israélien soutiennent, et qui bénéficie aussi, dans une certaine mesure, de l'appui des États-Unis. Mais on voit qu'Israël paraît aujourd'hui extrêmement surmené, et que sa réputation internationale semble s'effondrer. Et encore une fois, c'est une région que vous connaissez bien, en tant qu'ancien ambassadeur en Arabie saoudite. Alors je voulais savoir comment vous analysez la situation, à la fois pour l'avenir d'Israël, et pour ce projet du Grand Israël, censé lui donner une certaine profondeur stratégique.

#Chas Freeman

Je pense que c'est en difficulté. Pendant longtemps, tout cela a été en grande partie dissimulé. Mais c'est devenu de plus en plus évident. Personne, surtout en dehors d'Israël, ne le soutient. Je suppose qu'il y a des sionistes aux États-Unis et en Europe qui partagent cet objectif, probablement des sionistes religieux qui interprètent mal la Bible et en concluent que Dieu a promis aux fils d'Abraham toutes ces terres, du Nil à l'Euphrate. Peut-être qu'ils soutiennent cette idée. Bien sûr, Abraham avait aussi un fils musulman, Ismaël, le père des Arabes, pas seulement un fils juif, Isaac. Donc, à mon avis, tout cela relève d'un nationalisme juif d'inspiration religieuse, dans sa forme la

plus extrême. Et c'est tout simplement irréalisable sans le soutien de puissances extérieures, en particulier des États-Unis.

Et Israël est en train d'épuiser rapidement son réservoir de soutien aux États-Unis. Il en va de même en Europe. Je sais que l'Union européenne commence enfin, apparemment, à envisager — ou que certains pays européens envisagent — des sanctions contre certains des extrémistes fascistes les plus radicaux du gouvernement israélien, Ben-Gvir étant en tête de liste. L'Irlande lui a interdit l'entrée, ainsi qu'à Bezalel Smotrich. La France, semble-t-il, y réfléchit aussi. Et bien sûr, la façon dont il a traité les participants européens de la flottille pour Gaza a maintenant conduit à des enquêtes officielles, y compris en France, qui a pourtant toujours été un soutien indéfectible d'Israël depuis la création de l'État sioniste.

Le soutien extérieur s'effrite. Le soutien intérieur, lui, semble solide. Mais ce soutien interne s'étend aussi à toutes sortes d'atrocités : le génocide à Gaza, la guerre d'agression contre le Liban, la tentative d'annexion du sud du Liban, au sud du fleuve Zahraani, ou au moins jusqu'au Litani, un peu plus au sud. Tout cela bénéficie d'un large appui parmi les Israéliens, tout comme, dans une large mesure, les pogroms en Cisjordanie, le terrorisme juif contre les Palestiniens là-bas. Certains Israéliens en sont profondément choqués, mais ils restent clairement minoritaires.

Israël se retrouve donc en désaccord avec le reste du monde, et les derniers sondages, comme vous l'avez suggéré, montrent qu'il est largement perçu comme un paria sur la scène internationale. Quatre-vingt-dix-sept pour cent des Turcs estiment fermement qu'Israël ne devrait pas exister. Autrefois, Israël posait la question : « Israël a-t-il le droit d'exister ? » Aujourd'hui, la réponse que renvoie le monde, c'est : pas si vous vous comportez de cette manière, dans ce cas, vous n'avez pas ce droit. Ce qui est en jeu, ce n'est donc pas seulement la perspective d'un expansionnisme israélien, mais la survie même de l'État d'Israël. Une situation qui rappelle, d'une certaine façon, la disparition des deux royaumes croisés chrétiens aux onzième et douzième siècles en Palestine, qui se sont effondrés lorsqu'ils ont perdu leur soutien étranger.

Donc, au milieu de tout ça, on a clairement le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou, qui est un politicien extrêmement habile. Quoi qu'on pense de sa politique, il comprend très bien que le message est clair. Et donc, on voit aux États-Unis un effort au Congrès pour, en quelque sorte, intégrer les forces armées israéliennes aux forces armées américaines, dans tous les domaines : la recherche et le développement, l'achat d'armes, et ainsi de suite. Ce qui veut dire qu'il deviendrait, en pratique, illégal pour un général de l'armée ou de l'armée de l'air américaine, ou pour un amiral de la marine, de refuser de partager des informations ou des armements avec Israël.

C'est particulièrement ironique, parce qu'au même moment où tout ça se produit, l'Agence du renseignement de la Défense vient de relever le niveau d'alerte concernant les activités de renseignement israéliennes dirigées contre les États-Unis. Israël est désormais classé dans la catégorie la plus élevée en matière de contre-espionnage, précisément au moment où ses soutiens au Congrès — de vrais pantins, achetés et payés — essaient de répondre à la baisse du soutien en

rendant impossible toute opposition à l'aide ou à l'assistance à Israël. Donc, c'est une situation très complexe, mais je pense que les Israéliens ont atteint un point où le rêve que certains d'entre eux nourrissent d'un Grand Israël est désormais gravement compromis.

#Glenn

Eh bien, il semble aussi qu'ils soient en train de se mettre à dos pas mal de pays dans leur voisinage immédiat. Et justement, je voudrais parler en particulier de la Turquie, parce qu'ils ne l'ont pas encore officiellement désignée comme un ennemi, du moins pas pour l'instant. Mais quand on écoute leur discours, on a l'impression qu'ils s'en rapprochent. Et puis, encore une fois, en tant qu'ancien ambassadeur en Arabie saoudite, comment voyez-vous la réaction des Saoudiens face à tout ça ? Parce qu'on a l'impression qu'ils deviennent un peu plus inquiets, eux aussi, des ambitions d'Israël dans la région.

#Chas Freeman

Eh bien, ils sont généralement très discrets. Vous savez, un communiqué de presse saoudien, c'est presque une contradiction dans les termes — ça n'existe pratiquement pas. On dirait que, quand Dieu a distribué le gène des relations publiques, il a oublié la population de la péninsule Arabique, pour l'essentiel. Mais je dirais plusieurs choses. D'abord, c'est devenu totalement évident, pour tous les États membres du CCG — le Conseil de coopération du Golfe — et pour leurs peuples, que Washington prête attention à Israël, et ne leur prête aucune attention à eux. Il y a d'ailleurs un ancien ministre de l'Information du Koweït, très éloquent, que j'ai entendu ce matin sur la BBC, interviewé. C'est un vrai professionnel de la communication, malgré ce que je viens de dire.

Et il a été très clair, vous savez. Le contexte de l'entretien, c'était d'examiner la question de savoir si, oui ou non, les pays arabes du Golfe allaient se détacher du rôle de plateformes pour la projection de la puissance américaine dans la région, faire la paix avec l'Iran, garder leurs distances avec Israël, et participer à la nouvelle architecture de sécurité qui est en train d'émerger dans le Golfe. Et là, je vais un peu au-delà de ce que disait l'intervieweur, mais selon moi, il y a bien un noyau de cette architecture qui se met en place entre le Pakistan, l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Turquie. Les objectifs sont doubles : d'une part, gérer une sécurité coopérative — autrement dit, créer un Golfe persique sans présence de grandes puissances extérieures, capable de se gérer lui-même — et d'autre part, construire un complexe militaro-industriel régional qui favorise l'autosuffisance et l'autonomie, grâce à un partenariat entre ces quatre pays et tous ceux qui voudront les rejoindre.

Je pense que la réponse à cette question, c'est que les pays arabes du Golfe, y compris l'Arabie saoudite, s'orientent clairement vers un accord où ces quatre pays coopèrent avec l'Iran, et non contre lui, tout en cherchant à dissuader Israël. Il faut ici regarder le résultat final de la guerre d'agression israélo-américaine contre l'Iran, parce que cette guerre a créé une situation où les États-Unis ne pourront plus jamais se ranger aux côtés d'Israël dans une attaque contre l'Iran. Politiquement, c'est devenu impossible. Donald Trump continue de suivre le scénario que lui a remis

Benjamin Netanyahu. Mais Netanyahu lui-même est aujourd'hui cloué au pilori dans la politique israélienne. Il est désormais ouvertement tourné vers... Il voit la guerre contre l'Iran et sa relation avec les États-Unis comme...

#Glenn

comme des défis existentiels.

#Chas Freeman

Et il se préoccupe davantage de sa propre survie que de l'avenir de son pays. C'est un vrai retournement de situation, parce que je pense qu'il voulait entrer dans l'histoire comme l'homme qui aurait ouvert la voie à un « Grand Israël », en s'emparant de territoires chez ses voisins en Syrie et au Liban, en affaiblissant et en soumettant l'Iran, le Yémen et d'autres adversaires. Et aujourd'hui, ce rêve est en miettes. Il n'avance plus du tout.

#Glenn

Mais à propos de la Turquie, qu'est-ce qui fait que ce pays pose un si gros problème à Israël ? Parce que j'ai entendu certains responsables politiques israéliens dire que, dans l'avenir, la Turquie pourrait représenter une menace encore plus grande que l'Iran. Ce qui est intéressant, puisque la Turquie est, bien sûr, membre de l'OTAN. C'est un partenaire important des États-Unis dans la région. Alors pourquoi, exactement ? Je pense que beaucoup de gens sont un peu perdus sur ce point, parce que les Turcs semblent détourner le regard quand il s'agit, par exemple, du génocide à Gaza. Ils font quelques déclarations, mais ça reste souvent au niveau du discours. Ils n'agissent pas vraiment. Alors, qu'est-ce qui fait que la Turquie est un problème aussi sérieux ?

#Chas Freeman

Eh bien, je pense que vous faites référence, au fond, à la prédiction de l'ancien Premier ministre israélien Naftali Bennett, selon laquelle, après avoir vaincu l'Iran, Israël devrait ensuite s'en prendre à la Turquie.

#Chas Freeman

L'idée de base ici, c'est le concept israélien de sécurité absolue pour Israël. Ce qui, en pratique, signifie l'insécurité absolue pour tous les autres dans la région. Cela veut dire aussi que tout pays ayant la capacité de confronter Israël, dans n'importe quel contexte, est considéré comme une cible à soumettre. C'est la cause profonde. Après, il y a les détails. Les Israéliens sont alliés avec les Kurdes dans le nord de l'Irak. Et même si le conflit en Turquie, entre les composantes turques et kurdes de la population, s'est beaucoup apaisé, le PKK et son dirigeant Abdullah Öcalan ont fait la paix avec le gouvernement, et ainsi de suite.

Israël pratique clairement la politique du « diviser pour régner ». Le pays s'oppose à la domination turque, et donc, par extension, il se montre favorable aux Kurdes. Il s'oppose aussi à l'influence turque en Syrie, qu'il considère comme une zone de menace. En fait, la vision israélienne, comme je l'ai dit, c'est que tant qu'il reste quelqu'un debout en Asie de l'Ouest, Israël ne peut pas se sentir en sécurité. Israël n'a aucune stratégie diplomatique, absolument aucune. Sa stratégie est entièrement militaire. Depuis soixante-dix-huit ans d'existence, il n'a proposé aucun plan de paix, ni pour les Palestiniens ni pour qui que ce soit d'autre. Et rien n'indique qu'un tel projet soit en préparation. Son seul mode d'action face à ceux qui s'y opposent, c'est la force militaire.

Et maintenant, je voudrais faire quelques remarques à propos de la Turquie. La Turquie occupe une position absolument centrale sur de nombreux dossiers. On ne peut tout simplement pas mener une politique cohérente à l'égard de l'Asie centrale, de la Russie, des pays de la mer Noire, du Caucase, des Balkans, de la Grèce, de Chypre, de la Méditerranée orientale, de la Syrie, de l'Irak, d'Israël, de la Palestine, plus au sud en Asie de l'Ouest, de l'Afghanistan, de la mer Rouge, de la Corne de l'Afrique, de l'Union européenne, bref, de l'ensemble européen, sans l'accord ou le soutien des Turcs. Ils sont donc dans une position vraiment centrale. Je ne connais aucun autre pays qui soit lié à autant d'intérêts vitaux pour autant d'autres nations. Et cela leur donne une réelle influence.

Mais cela veut aussi dire que, depuis la fin de la guerre froide, leurs relations avec leurs voisins, européens ou non, ont changé. Oui, la Turquie est membre de l'OTAN, qui est une alliance au sens strict du terme. Autrement dit, les membres de cette alliance ont un engagement inconditionnel à se porter mutuellement secours, par tous les moyens qu'ils jugent constitutionnellement appropriés, en cas de menace. Aujourd'hui, je dirais que la Turquie entretient plutôt une relation d'entente avec le reste de l'alliance. Son engagement est donc conditionnel, et non plus inconditionnel. Et elle a tourné son attention ailleurs, après avoir été rejetée par l'Union européenne, principalement au motif qu'elle est musulmane et très peuplée. Certains, en Europe, veulent affirmer une idée de la chrétienté qui, selon eux, serait « polluée » par la présence d'un grand État musulman. Apparemment, l'Albanie, elle, n'est pas considérée comme une menace.

Les Turcs ont suivi une trajectoire d'assimilation aux normes de l'Union européenne, ce qui a été très utile. L'Union européenne est d'ailleurs très forte pour amener les pays à adopter ses propres normes. Et cela a profondément changé la Turquie. Il y a eu un certain recul sous Erdogan, mais dans l'ensemble, la Turquie affirme aujourd'hui une identité non européenne. Elle revendique une identité d'Asie de l'Ouest, une identité islamique et une identité d'Asie centrale. Cela veut dire que, comme la Russie, après trois siècles d'efforts pour se rapprocher de l'Europe, elle s'en est détournée et met désormais en avant ses racines civilisationnelles. C'est une évolution qui complique beaucoup la perspective de la survie d'Israël, car la Turquie est aujourd'hui un partenaire actif, non seulement du Pakistan, de l'Égypte et de l'Arabie saoudite, mais aussi une force influente au sein de l'Organisation de la coopération islamique, qui regroupe cinquante-sept pays et environ deux milliards de musulmans.

La Turquie aspire à être un leader dans ce contexte. C'est totalement incompatible avec une relation normale avec Israël. Donc, vous avez raison, la Turquie n'a rien fait de très concret, à part envoyer certains de ses citoyens sur ces flottilles vouées à l'échec, qui tentaient d'acheminer de l'aide humanitaire vers Gaza. Mais son attitude est devenue résolument, presque unanimement, très anti-israélienne. Et cela aussi, à cause de la perception israélienne selon laquelle être anti-Israël, c'est être antisémite, eh bien, ça irrite profondément les Israéliens. Je suis désolé de donner une réponse aussi complexe à une question qui devrait être simple, mais en réalité, elle ne l'est pas, je crois.

#Glenn

J'ai beaucoup aimé votre remarque selon laquelle une sécurité à cent pour cent pour Israël signifierait une insécurité à cent pour cent pour ses voisins. Henry Kissinger avait fait un commentaire similaire, et j'y repense souvent, parce que je crois que c'est là une faille majeure, en général, dans l'ère qui a suivi la guerre froide, celle de la paix hégémonique. Autrement dit, si l'Occident politique cherche sa sécurité à travers une domination absolue, cela reviendrait à viser une sécurité totale pour l'Occident, mais souvent au prix d'une insécurité totale pour les autres. Je sais que les Russes, par exemple, ont cité cette idée. Je crois que Lavrov, il y a peut-être quinze ou vingt ans, avait cité Kissinger à ce sujet, tout simplement parce que c'est ainsi qu'ils percevaient la situation. Enfin, je m'éloigne un peu du sujet. J'aimerais revenir sur l'Iran, parce qu'il semble qu'Israël pourrait frapper l'Iran.

Ça pourrait tout changer, parce qu'ils semblent aujourd'hui débordés, d'après les propres déclarations de l'armée israélienne. Ils disent être surchargés à Gaza, au Liban, en Syrie... Bref, ça devient trop. Mais si jamais ils parvenaient à neutraliser l'Iran, considéré comme la tête du serpent, alors toutes les autres pièces pourraient commencer à s'emboîter. Mais comment voyez-vous les choses évoluer concrètement ? On entend dire que Netanyahu et Trump se seraient disputés. Je ne sais pas trop ce qui relève de la mise en scène et ce qui est réel. En tout cas, on a l'impression que les États-Unis comme les Iraniens pensent pouvoir attendre que l'autre s'épuise, surtout sur le plan économique. Alors, comment évaluez-vous la situation ? Est-ce qu'il est encore possible de vaincre l'Iran aujourd'hui, ou bien est-ce que cette occasion est déjà passée ?

#Chas Freeman

Je pense que le train est déjà passé. Il y a eu, à mon avis, un effort intense pour abattre l'Iran, tellement intense qu'il a épuisé non seulement l'arsenal israélien, mais aussi celui des États-Unis. La capacité d'intercepter des drones ou des missiles est aujourd'hui très affaiblie. Je ne crois pas que les États-Unis aient encore une véritable option militaire contre l'Iran, du moins pas une qui ne coûterait pas plus qu'elle ne rapporterait. Israël, bien sûr, a en quelque sorte sous-traité la destruction de l'Iran aux États-Unis. Et je pense que la dispute entre Trump et Netanyahu était

réelle. Trump est frustré. Netanyahou fait tout ce qu'il peut pour empêcher une fin négociée de la guerre, parce qu'il veut qu'elle continue, pour la raison que nous avons déjà évoquée : l'Iran est le seul véritable obstacle à la création du Grand Israël.

Euh... c'est la seule réponse vraiment efficace à l'effort israélien pour atteindre, disons, une sécurité absolue. J'avais en tête l'observation d'Henry Kissinger à ce sujet, que je trouve très juste. Et je suis d'accord avec vous, on voit dans plusieurs contextes des exemples qui montrent qu'il avait raison. Bref, que se passe-t-il ? D'abord, il n'y a pas de négociations. Et, structurellement, un accord négocié semble impossible pour deux raisons. La première, c'est la structure même des négociations, qui sont indirectes, menées soit par des amateurs, sans aucune expérience prouvée de parvenir à une conclusion dans quelque contexte que ce soit. Je parle ici de Messieurs...

Witkoff et Kushner, qui se sont complètement discrédités auprès des Iraniens, n'ont en réalité aucune crédibilité, avec personne, sauf peut-être avec Donald Trump. Et même lui, désormais, passe par des intermédiaires pakistanais et qataris pour échanger des messages avec l'Iran. Il n'y a pas de négociations en cours. Il y a peut-être encore quelques échanges de messages, mais c'est très clair : l'Iran sait que, quand il négocie avec qui que ce soit — Pakistanais, Qataris, Kushner, Witkoff, peu importe —, il négocie en fait des accords soumis à l'approbation de Donald Trump. Et quand Donald Trump reçoit ce qui a été obtenu à la table des négociations, il se sent libre de le modifier comme il veut. Il rejette donc des accords qui semblaient conclus, et empêche toute véritable convergence des esprits.

Et dans la mesure où il approuve quoi que ce soit, il le soumet ensuite pour validation à Benyamin Netanyahou, qui est déterminé à ne conclure aucun accord. Alors, Netanyahou introduit des clauses empoisonnées dans le processus — par exemple, il faut adhérer aux Accords d'Abraham, ou encore, il faut démanteler tout le programme nucléaire. Ce sont des conditions inacceptables, et il le sait très bien. En plus de ça, Netanyahou comme Trump sont prisonniers de leurs propres dynamiques politiques internes. Netanyahou risque la prison s'il perd le pouvoir. Et dans son gouvernement, il a certains des personnages les plus extrêmes de la planète, prêts à le détruire s'il fait la moindre concession à l'Iran ou au Liban. Je voudrais d'ailleurs parler un peu du Liban tout à l'heure, mais restons d'abord sur l'Iran.

Trump subit la pression des élections de mi-mandat, de la saison estivale des déplacements, et de la perspective que, si le détroit d'Ormuz n'est pas rouvert sans condition et reste bloqué par la marine américaine, on atteint les deux cents dollars le baril de pétrole. Très bon pour la Norvège, d'ailleurs. Ça renflouerait le fonds souverain. Bref, il est aussi sous pression, bien sûr, de la part de Netanyahou. Il est clair qu'il redoute la publication des dossiers Epstein. Il subit aussi la pression de ses donateurs sionistes ploutocrates, à qui il doit sa fonction et envers qui il est redevable. Résultat : c'est l'immobilisme, l'impasse. En réalité, c'est pire que ça. C'est un zugzwang, comme je l'ai déjà dit. C'est cette situation, aux échecs, où chaque coup que vous jouez affaiblit votre position, réduit votre marge de manœuvre et accélère votre défaite.

Alors, pour revenir à ce qui se passe, en gros, comme vous l'avez dit, on est dans une sorte de concours entre l'Iran et les États-Unis pour voir qui pourra retenir son souffle le plus longtemps. Les deux sont sous l'eau, et tous deux risquent de se noyer. Et l'Iran estime, à mon avis à juste titre, qu'il peut tenir plus longtemps que les États-Unis, pour plusieurs raisons. D'abord, il est sur place, pas à des milliers de kilomètres. Ensuite, même si sa marine a été détruite au moins huit fois complètement, il semble quand même capable de fermer le détroit d'Ormuz malgré tout. Et ce qu'on a aujourd'hui, ce n'est pas un cessez-le-feu, même si la presse l'appelle comme ça, parce que les deux camps continuent de se tirer dessus par intermittence. Je dirais plutôt que c'est une désescalade convenue.

Mais il s'est passé quelque chose de très important dans ce contexte. Le droit international a toujours exigé que les représailles à des attaques, à des violations du droit international ou à des actes d'agression soient proportionnées, proportionnées aux dommages subis. Israël n'a jamais accepté ce principe. Ses réactions ont toujours été volontairement disproportionnées, même face à la moindre provocation. Et il semble qu'aujourd'hui, l'Iran ait adopté cette même logique, celle d'Israël. Autrement dit, si la marine américaine tire sur l'Iran, les Iraniens répondront par une riposte multiple, une réponse bien plus forte que la provocation initiale des États-Unis.

Ça a fonctionné pour Israël. Ça marchera probablement aussi pour les États-Unis. Le danger, cependant, c'est que l'Iran, qui a clairement conclu qu'il n'y aurait pas de solution négociée à cette guerre... le danger, c'est qu'en ripostant aux provocations américaines, l'Iran commence à tirer de vrais coups sur des navires de guerre américains. Jusqu'à présent, il a surtout tiré des coups de semonce. Je pense qu'on va assister au naufrage d'un ou deux bâtiments de guerre, dans le cadre du blocus américain. Ce blocus est difficile à maintenir. En réalité, il bloque l'accès du monde entier au golfe Persique.

L'Iran est tout à fait prêt à laisser passer les navires, à condition qu'ils respectent ses règles. La marine américaine, elle, semble ne pas vouloir laisser passer qui que ce soit. Et bien sûr, elle n'arrive pas à tout bloquer. On est donc clairement dans une logique d'escalade, et il est probable qu'on se dirige vers une reprise de l'usage de la force. Ce week-end encore, l'Iran a frappé à deux reprises des installations à Bahreïn et au Koweït, apparemment parce que ce sont les dernières bases opérationnelles des activités américaines dans la région, et celles qui sont le plus associées aux attaques provocatrices menées contre les tours de communication, les systèmes radar et d'autres infrastructures iraniennes sur l'île de Qeshm.

C'est donc un schéma de représailles qui s'intensifie, pas l'inverse. Et il n'y a aucune négociation en cours. Je vais simplement conclure en disant que certaines personnes imaginent que le comportement erratique de Donald Trump — vous savez, le fait de renier des positions qu'il a prises la veille, de les modifier pour en adopter de nouvelles, bref, de se contredire lui-même, d'affirmer de façon absurde que des choses se produisent alors qu'elles ne se produisent pas, de manipuler le

marché boursier avec ce genre de déclarations, et ainsi de suite — serait en réalité une stratégie de négociation délibérée, destinée à semer la confusion chez l'adversaire. Et sur ce point, il a effectivement réussi.

Je ne crois pas. Je pense qu'il n'est pas le maître dans l'art de la négociation, mais plutôt dans l'art du racket. Il sait intimider et faire pression, mais il est incapable de conclure un accord qui soit une véritable rencontre des esprits, un accord qui profite aux deux parties. Donc, je pense que les Iraniens ont raison dans leur jugement. Il n'y aura pas de résolution négociée de cette guerre. Ce qui laisse à Donald Trump la possibilité de se retirer, mais ce n'est pas facile pour lui, parce qu'il a tellement sapé sa propre crédibilité que, s'il prétendait se retirer après une victoire, personne ne le croirait, à part ses partisans les plus fidèles.

#Glenn

Oui, je vois des parallèles là, à la fois avec les Iraniens et avec les Russes. C'est-à-dire qu'ils ont fait la même chose après la réunion en Alaska, quand ils ont dit : « Bon, on va s'occuper de toutes les causes profondes. » En d'autres termes, un cessez-le-feu, ce n'est pas la paix. Ils étaient plus ou moins d'accord là-dessus. Et ensuite, je ne sais pas si c'est Trump qui a simplement changé d'avis, ou s'il a manqué de fermeté, mais il n'a pas réussi à rallier les Ukrainiens et les Européens. Bref, il a encore changé de position. Et puis, oui, je pense qu'ils regardent du côté de l'Iran, parce que tout va et vient sans arrêt : tout ce sur quoi ils s'entendent finit par ne rien vouloir dire. On ne peut pas jouer à ce jeu-là indéfiniment, avant que les autres acteurs ne commencent à le remarquer. Enfin...

#Chas Freeman

Vous savez, il y a un schéma constant de ce que j'appelle des cessez-le-feu à la manière israélienne. Ce sont des cessez-le-feu où un camp est censé cesser le feu pendant que l'autre continue. Et donc, on voit un cessez-le-feu à Gaza qui n'en est pas un. Les gens continuent de subir des attaques à caractère génocidaire. Ce qui devait être un contrôle temporaire israélien de cinquante-trois pour cent de Gaza est passé à soixante pour cent. Et maintenant, Israël l'étend unilatéralement à soixante-dix pour cent. La condition selon laquelle un retrait israélien de Gaza serait accompagné d'un désarmement du Hamas n'est absolument pas en vue. Et puis, il y a cet exemple du Conseil pour la paix, qui n'a aucun membre actif, ne fait rien, et ne dispose d'aucun financement, à part les fonds initiaux versés par les Émirats arabes unis pour créer un bureau et embaucher quelques personnes.

Euh, vous savez, tout ça, c'est une farce. On pourrait même dire que c'est un peu la même chose dans le dialogue entre les Russes et les Ukrainiens. D'ailleurs, le Congrès semble vouloir rétablir une forme d'aide à l'Ukraine. Mais je ne sais pas vraiment ce que ça signifie, vu qu'on n'a pas la capacité de production nécessaire pour remplacer les armes essentielles dont l'Ukraine a besoin. Et puis, les attaques ukrainiennes contre Saint-Pétersbourg et contre la conférence économique internationale là-bas semblent avoir utilisé l'espace aérien des pays baltes, qui sont membres de l'OTAN, pour s'y diriger.

C'est évident que ça va provoquer une contre-escalade russe. Et on le voit déjà, d'ailleurs, avec la brutalité croissante des attaques russes contre les infrastructures et les sites de production ukrainiens. Au milieu de tout ça, Volodymyr Zelensky ne se distingue pas vraiment en écrivant une lettre sarcastique et peu sincère à Vladimir Poutine. Une lettre qui, forcément, énerve plus qu'elle ne cherche à dialoguer. Le président russe l'a d'ailleurs rejetée comme un simple exercice de communication, ce qu'elle était, en effet. Mais à mon avis, les Russes vont vraiment s'efforcer de donner corps aux paroles de Poutine. Il a dit que la guerre approchait de sa fin.

Qu'est-ce qu'il veut dire par là ? Je pense qu'il veut dire que la Russie va avancer sur le reste du Donetsk, les quinze pour cent environ qu'elle ne contrôle pas encore, pour atteindre son objectif de contrôler le Luhansk, le Donetsk, quatre-vingts pour cent de la région de Zaporijjia, et une partie de Kherson. Et à ce moment-là, une fois ses objectifs atteints, elle sera prête à envisager une forme de discussion. Mais pas avant. Parce qu'elle n'a aucune confiance, ni dans les États-Unis, ni dans l'Union européenne, qui continue, en gros, à faire perdre du temps à tout le monde en débattant de la question de savoir s'il faut ou non parler aux Russes. Et puis il y a l'Ukraine, qui reste récalcitrante et s'accroche à des espoirs illusoire, pas à quelque chose de réel.

Je pense qu'on assiste à l'effondrement de la politique étrangère trumpienne. Pas seulement vis-à-vis de l'Iran, mais aussi d'Israël et de la Palestine, de l'Ukraine, de la sécurité européenne, et même de l'OTAN. On voit des membres commencer à se détacher de leurs engagements fondamentaux, refuser l'accès à leur espace aérien ou l'usage de leurs bases aux forces américaines engagées en Asie de l'Ouest. Oui, c'est un moment difficile. Et, vous savez, c'est aussi un moment où l'on voit une fois de plus que les États-Unis sont, comme on dit, incapables de conclure des accords. Autrement dit, on a tellement abandonné le professionnalisme diplomatique et les règles normales de la conduite des affaires d'État qu'on n'est plus capables de résoudre les problèmes qu'on prétend vouloir résoudre.

#Glenn

Je me dis souvent, en comparant les Iraniens et les Russes, que beaucoup de calculs stratégiques sont faux. À mon avis, c'est parce qu'on ne mesure pas correctement la menace telle qu'elle est perçue par l'adversaire. Autrement dit, si on reconnaît que l'Iran, pour de très bonnes raisons, considère cette guerre comme une menace existentielle, et pas simplement comme une tentative de changement de régime, alors on peut prévoir qu'ils seront prêts à endurer toutes sortes de souffrances pour s'en sortir. C'est la même chose pour les Russes. Eux aussi voient ça comme une menace existentielle, peu importe ce que pense l'OTAN.

Et pour cette raison, si on pouvait reconnaître cela, on verrait pourquoi il y a des limites très strictes à ce que la Russie peut accepter comme issue ou comme accord de paix. Mais on comprendrait aussi jusqu'à quel point elle est prête à supporter la douleur, et jusqu'où elle est prête à aller pour atteindre ses objectifs. Mais encore une fois, en Europe, on pense que reconnaître que la Russie voit

cette situation comme une menace existentielle revient à la légitimer, parce que cela voudrait dire que l'OTAN menace la Russie. Et, vous savez, les dirigeants européens refusent cette idée. Et bien sûr, leurs commentateurs dans les médias font pareil. Ils insistent pour dire que c'est simplement une histoire d'expansionnisme russe. Mais quand on se trompe dans l'analyse, on ne peut plus comprendre les motivations, ni jusqu'où ils sont prêts à aller, ni ce qu'ils peuvent réellement obtenir dans un accord de paix. Enfin, je m'égare. Vous disiez tout à l'heure que vous vouliez parler du Liban, et je trouvais que c'était important.

#Chas Freeman

Avant de continuer, je voudrais faire un commentaire sur l'art de gouverner, en lien avec la guerre en Ukraine. Parce que, selon moi, c'est très clair : en politique, la perception, c'est la réalité. Et ce sont les intérêts perçus qui déterminent les actions. Il existe une hiérarchie des intérêts. L'intérêt suprême, celui pour lequel l'Iran se bat, c'est l'identité nationale — la culture, la langue, l'existence même d'une communauté qui se définit comme iranienne. Mais en dessous, il y a cette hiérarchie d'intérêts. Il y a les intérêts stratégiques, ceux qui, s'ils sont négligés ou non défendus, finissent par provoquer une attaque contre les intérêts vitaux. Et c'est exactement ce qu'on voit avec la guerre en Ukraine. L'Iran, c'est un cas différent, parce qu'il fait déjà face à une remise en cause de son identité. Toute l'idée de détruire l'État iranien — qui est au cœur de la politique israélienne, soutenue et encouragée par les États-Unis —, c'est encore autre chose.

La Russie, en observant l'élargissement de l'OTAN et le projet d'intégrer l'Ukraine à l'OTAN et à la sphère d'influence américaine, puis, si l'on suivait le même schéma que lors des précédents élargissements, l'arrivée d'armes et de forces américaines en Ukraine, a considéré tout cela comme un enjeu stratégique — empêcher que cela se produise est pour elle un intérêt stratégique. Parce que si on laissait faire, les intérêts vitaux de la Russie seraient constamment menacés par la présence d'armes et de forces hostiles dans un pays hostile comme l'Ukraine. Donc, tout cela est très logique. Et il n'est pas nécessaire de dire que Vladimir Poutine est un homme maléfisant, ou que les Russes seraient, je ne sais pas, intrinsèquement sauvages, comme le prétendent les russophobes, pour comprendre qu'ils ont leur propre logique, qu'ils défendent leurs intérêts, et qu'ils le font d'une manière tout à fait réaliste.

Peut-être qu'ils ont fait de mauvais choix. Mais leurs motivations, et la force qui les pousse à agir, me semblent assez évidentes. Je voulais dire ça avant de parler du Liban. Alors, parlons un peu du Liban maintenant. Parce qu'ici aussi, on a un cessez-le-feu qui tient de la farce, entre deux parties qui ne sont même pas en guerre. D'un côté, le gouvernement libanais, qui n'a pas défendu le Liban, qui ne tire pas sur les Israéliens, qui ne fait rien. Et de l'autre, les Israéliens. Ils ont conclu un cessez-le-feu, mais ils ne se tiraient pas dessus. C'est absurde. Le véritable acteur de la guerre au Liban, c'est le Hezbollah. C'est ce mouvement, cet État dans l'État si on veut, avec lequel il faut composer, qu'il faut peut-être apaiser, ou peut-être vaincre, pour mettre fin à la guerre d'agression israélienne.

Le Hezbollah insiste sur le retrait des forces israéliennes du sud du Liban. Le ministre israélien de la Défense affirme que l'accord de cessez-le-feu, soi-disant conclu par l'intermédiaire du gouvernement libanais, autorise une présence israélienne permanente dans le sud du Liban. En réalité, il transforme l'armée libanaise en auxiliaire de l'armée israélienne pour écraser le Hezbollah. Nabih Berri, le président du Parlement et chef du mouvement Amal, un parti chiite proche du Hezbollah par sa base et certains de ses objectifs, a qualifié ce cessez-le-feu de « piégé ». Et je pense qu'il a tout à fait raison. Cet accord ne mettra pas fin aux combats. C'est vraiment absurde quand on y regarde de près, parce que, comme je l'ai dit, c'est un cessez-le-feu entre des gens qui, en fait, ne se battent pas entre eux.

#Glenn

Oui, c'est un très bon point. C'est le Hezbollah qui se bat, donc c'est un peu étrange de les exclure de cet accord.

#Chas Freeman

Eh bien, Donald Trump dit qu'il a parlé à Hezbollah, d'une manière ou d'une autre, de façon indirecte. Et je crois que Rami Khoury a dit qu'il avait aussi parlé à Elvis. C'était tout aussi crédible.

#Glenn

Eh bien, voilà le problème justement — cette forme de malhonnêteté, qui se répète sans arrêt. Et puis, vous savez, Trump devient en quelque sorte le garçon qui criait au loup, tout le temps. C'est toujours : on est proches d'un accord, ou alors on va les anéantir... et ça va, ça vient. On ne peut pas faire ça indéfiniment sans que ses paroles finissent par ne plus rien vouloir dire. Par exemple, s'il dit : je parle avec le Hezbollah, j'ai juste tendance à penser que non, parce que ça ne veut plus rien dire. Mais bien sûr, le Liban épuise aussi les Israéliens. Et jusqu'à quel point, selon vous, les Iraniens vont accepter ça ? Parce qu'ils ont été très clairs : pour eux, toute paix est directement liée au Liban. Et ils peuvent aussi bloquer la mer Rouge, ils ont beaucoup d'autres moyens de pression si Israël ne calme pas le jeu, ou ne se met pas un peu au pas. Mais on a quand même l'impression que cette vision d'un « Grand Israël » finit par se heurter à un mur.

#Chas Freeman

Permettez-moi de faire plusieurs remarques. D'abord, le concept du « Grand Israël » fait que tout ce que fait Israël prend une dimension régionale, et n'est pas limité à la cible précise qu'il attaque à un moment donné. Par exemple, si Israël annexe des terres en Syrie, au-delà du plateau du Golan, sous prétexte de protéger les Druzes de Syrie, cela fait partie d'une stratégie plus large d'expansion du territoire israélien. C'est vrai aussi pour le Liban. Israël mène donc une politique à l'échelle régionale, et cela rend sa guerre contre l'Iran régionale elle aussi. Ensuite, l'Iran, dès le départ, a déclaré que

toute guerre menée contre lui par Israël et les États-Unis serait une guerre régionale. Et, en réalité, il a attaqué huit pays en réponse à ce conflit. Il a même bombardé une partie du territoire turc, ainsi que l'Irak et plusieurs pays du Conseil de coopération du Golfe. Ce n'est donc pas une surprise que l'Iran considère la solution à cette guerre dans un cadre régional.

Et cela doit inclure la fin de la guerre d'agression menée par Israël contre le Liban, ainsi qu'une reconnaissance, au moins partielle, de ses frontières. Au fond, Israël ne peut pas avoir la paix, et la région non plus, tant qu'Israël n'a pas de frontières clairement définies, tant qu'il ne peut pas tracer ses limites de manière précise. Et pour l'instant, il n'a aucun accord avec qui que ce soit sur ses frontières. Je pense donc que l'Iran estime qu'il n'y aura pas de règlement négocié de cette guerre, notamment en ce qui concerne l'ouverture du détroit d'Ormuz, que les Iraniens contrôlent de fait sur le plan administratif. Il n'y aura pas non plus de solution négociée pour le conflit plus large dans la région, à moins — et jusqu'à ce que — les États-Unis fassent ce qu'ils pourraient faire : couper leur soutien à Israël et mettre un terme à la capacité d'agression israélienne.

Je pense que le ministre des Affaires étrangères d'Oman, Bousaidi, avait tout à fait raison quand il a dit que la source d'instabilité en Asie de l'Ouest, ce n'est pas l'Iran, c'est Israël. Et cette prise de conscience, c'est ce qui pousse les choses vers l'avenir. L'architecture de sécurité indépendante, libérée de l'influence des grandes puissances, dont j'ai parlé... le rapprochement entre les membres du Conseil de coopération du Golfe et l'Iran... et l'inclusion du Liban, du Yémen, de la Jordanie et de la Syrie dans toute démarche de paix, tout cela va dans ce sens. C'est réaliste, dans la mesure où la seule façon d'obtenir la paix, c'est de traiter tous ces dossiers ensemble. Mais c'est aussi irréaliste, parce qu'Israël refuse totalement d'aborder ces questions, et que les États-Unis, eux, sont complètement perdus. Et dans la mesure où ils savent ce qu'ils font, ils soutiennent Israël.

#Glenn

Bon, laissez-moi poser une dernière question sur la durabilité de ce que font les Israéliens. Vous avez dit tout à l'heure que, même si Netanyahu tombait, il y aurait quand même un large consensus autour de beaucoup de ses politiques clés. Mais on peut dire la même chose aux États-Unis, quand on regarde la plupart de leurs guerres : on trouve un consensus entre les partis. Les démocrates comme les républicains ont tendance à soutenir beaucoup de ces interventions. Mais en Israël, indépendamment de ce qu'ils veulent, c'est la stabilité politique qui semble se fragmenter. Et ça, forcément, va avoir un impact sur leur capacité à... enfin, à mettre en œuvre leurs politiques comme ils l'entendent. À quel point, selon vous, c'est un vrai problème ? Parce que certains disent que le pays reste stable, mais très divisé. D'autres estiment qu'il devient de plus en plus instable. J'ai même entendu des gens dire qu'ils pourraient, vous savez, aller jusqu'à une guerre civile. Moi, je n'ai pas vu ça dans les médias israéliens. Alors, vous, comment vous voyez la situation ?

#Chas Freeman

Eh bien, je dirais d'abord que, du point de vue des États-Unis, l'opinion publique américaine est désormais clairement opposée à cette guerre. Elle n'a presque plus aucun soutien, même chez les Républicains. Le culte que dirige Donald Trump continue de le suivre, bien sûr. Mais il y a eu un vote à la Chambre des représentants pour invoquer la loi sur les pouvoirs de guerre contre lui. Honnêtement, je trouve que c'est un effort assez pathétique, parce que si on lit la résolution, on voit qu'elle dit qu'il ne devrait pas être autorisé à déclencher une guerre, sauf pour défendre des alliés ou des partenaires. Mais qu'est-ce qu'un partenaire ? Tout ce qu'on veut peut devenir un partenaire. Donc c'est très faible. Malgré tout, Donald Trump a accusé le Congrès de trahison pour avoir remis en question son autorité — on pourrait dire, en quelque sorte, un crime de lèse-majesté.

Bref, ça, c'est pour les États-Unis. Pour Israël, je ne sais pas ce qui va se passer. Je pense que, d'abord, le point principal que je veux souligner, c'est que c'est une erreur de se concentrer sur Netanyahu. Ce n'est pas la cause, c'est le symptôme. Il a peut-être tenu la barre d'un navire en route vers le désastre, mais si on le retire du gouvernail, d'autres continueront sur la même trajectoire — peut-être même en pire. On le voit bien avec les membres de son gouvernement, qui défendent ouvertement le génocide, la torture, le nettoyage ethnique, les massacres, et un traitement inhumain des gens en général. Et apparemment, personne qui ne soit pas juif israélien ne mérite d'être protégé. Donc, on a un système d'apartheid à l'intérieur même d'Israël, et une oppression militaire, de type nazi en gros, au-delà des frontières d'Israël telles qu'elles existaient en mille neuf cent soixante-sept.

Je ne sais pas ce qui va se passer en Israël. Je pense qu'Israël est dans une situation où il risque d'être peu à peu vidé de sa population, et que de plus en plus de ceux qui, normalement, constituent la colonne vertébrale de l'État israélien vont partir. J'imagine que les orthodoxes, qui refusent de défendre Israël et dont la théologie nie que l'État d'Israël doive exister — autrement dit, ils ne croient pas qu'Israël doive être recréé avant la venue du Messie, ce que personne n'a pu prouver jusqu'ici —, eh bien, je ne sais pas. Je veux dire, je pense qu'on est face à un vrai défi existentiel, non seulement d'Israël envers l'Iran, mais aussi d'Israël face non seulement à l'Iran, mais à ses voisins.

Parce que, comme je l'ai dit, en soixante-dix-huit ans, Israël n'a jamais pris, de sa propre initiative, une démarche diplomatique pour faire la paix, pour parvenir à une coexistence pacifique avec qui que ce soit. Quand il a signé des accords de paix, c'était après avoir été poussé, voire forcé, par les États-Unis — Jimmy Carter, Bill Clinton peut-être avec la Jordanie — et aujourd'hui, il défie directement les États-Unis. Donald Trump dit qu'il y a un cessez-le-feu au Liban, qu'il ne faut pas attaquer Dahiya, la banlieue sud de Beyrouth qui est le bastion du Hezbollah. Et bien sûr, d'abord, cela ne répond pas à la demande iranienne ni à la demande libanaise qu'Israël n'attaque personne au Liban. C'est, disons, un geste partiel.

Mais Netanyahu, en annulant une attaque sur Tahrir, dit que tout le reste va continuer comme prévu. Donc, Donald Trump, débrouille-toi avec ça. Et c'est pour ça que je pense que cet appel

téléphonique furieux a eu lieu. Je pense aussi qu'il a été divulgué volontairement, pour un effet politique — à la fois pour convaincre l'Iran que Donald Trump agissait vraiment contre Israël, et parce que les Israéliens ont intérêt à exciter les donateurs sionistes de Trump contre lui, afin de lui mettre la pression. Donc, au final, c'était un coup de communication. Mais à mon avis, la réalité, c'est que le ton de la conversation était probablement presque aussi violent que ce qu'a rapporté Barak Ravid — c'est l'agent du Mossad qui est aussi journaliste pour Axios.

#Glenn

Oui, au début, je me suis dit que c'était peut-être du théâtre. Mais ensuite, avec Trump, le langage employé... tu vois, tout le monde déteste Israël maintenant, cette façon de délégitimer Netanyahu... beaucoup de choses là-dedans ne collent pas avec ce qu'on verrait d'habitude, avec ce qu'on pourrait attendre. Donc, oui, il y a peut-être un peu de crédibilité dans l'idée que la fracture entre les deux s'agrandit, mais...

#Chas Freeman

Eh bien, vous savez, il y a un point essentiel ici. Malgré le vote de la Chambre sur l'application de la loi sur les pouvoirs de guerre, les États-Unis sont aujourd'hui dysfonctionnels à bien des niveaux — sur le plan intérieur comme sur le plan de la politique étrangère. Donc, quoi qu'il se passe dans ces contextes, que ce soit à Gaza, en Ukraine ou dans le Golfe persique, cela se produira malgré l'incapacité américaine. On ne peut pas attendre de leadership venant de Washington.

#Glenn

Bon, sur ce, on va conclure la vidéo. Merci beaucoup. Comme toujours, mon ami, j'apprécie que tu partages ton point de vue. C'est parfois difficile de comprendre ce qui se passe. Il y a trop d'acteurs, trop de variables. Alors merci d'avoir éclairci tout ça. Merci encore.

#Chas Freeman

Ce n'était pas une conversation joyeuse, mais merci d'y avoir pris part.